Marchands ambulants sans-papiers dans les rues d'Athènes

Un bureau provisoire gérant l'Acropole

L'AUSTÉRITÉ NOURRIT LA RÉCESSION

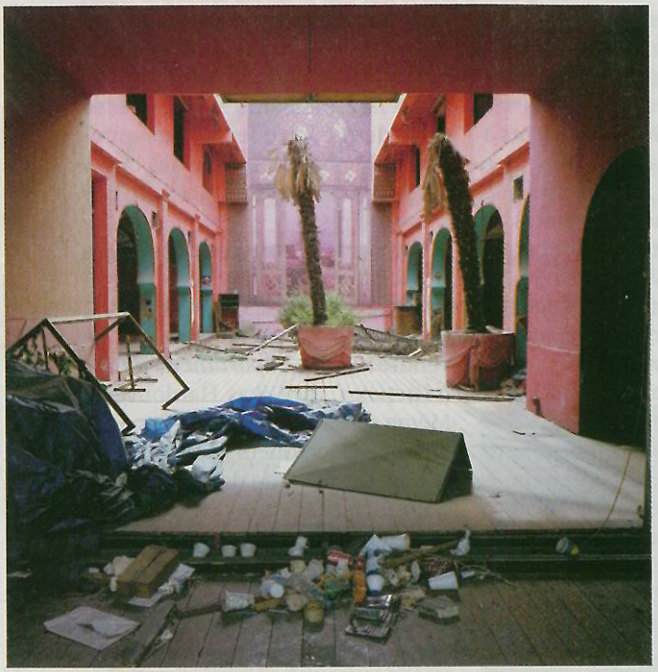
Grèce : la spirale infernale

Alors que tous les clignotants économiques tournent au rouge foncé, personne à Athènes n'entrevoit le bout du tunnel. Reportage à l'épicentre de la crise de l'euro

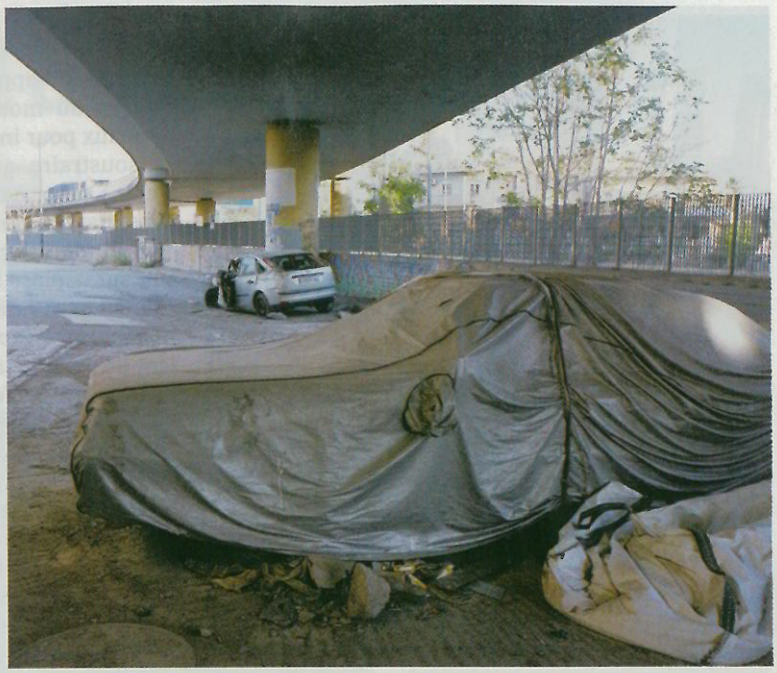
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ils sont revenus. Dans les îles ou au pied de l'Acropole, les touristes cette année ont afflué en masse vers la Grèce (+ 9% à fin juin comparé à 2010). Ils ont aussi davantage dépensé. C'est « la » bonne nouvelle de l'année. La seule, dans un pays où l'on se réveille chaque matin avec l'angoisse d'une nouvelle tuile. Tétanisés par l'ampleur des dégâts qu'ils découvrent au fil des statistiques, les Grecs abordent le dernier trimestre sans pouvoir se projeter à plus d'un mois. En octobre, l'Etat ne pourra pas payer ses fonctionnaires, s'il ne reçoit pas la troisième tranche du prêt, que la troïka (UE, FMI, BCE) tient comme une carotte. Sommé de faire rentrer fissa des sous dans les caisses, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou ouvre des feux partout, sans vraiment convaincre. Mesures d'austérité comme réformes de structure, la Grèce doit tout faire en même temps, et en un temps record : *« Moins de deux ans pour une telle tâche, c'est inimaginable, mais on n'a plus le choix »*, dit Gikas Hardouvelis, chef économiste à l'Eurobank. Problème : à force de se serrer la ceinture pour rembourser sa dette, la Grèce ne risque-t-elle pas de mourir guérie ?

STEFANIA MIZARA-CORBIS/ALFREDO D'AMATO-PANOS-REA



Une boîte de nuit fermée, vers Monasteraki, un quartier d'Athènes



Voitures abandonnées sous un pont autoroutier

En cette fin d'été, le pays fait encore illusion. Mais derrière la façade touristique, nombre de vitrines sont abandonnées à la poussière. Les statistiques des faillites (+10% en un an), de la consommation (-6,8%) se sont matérialisées partout, y compris dans les quartiers plus chics de Kolonaky. 230 000 logements neufs désespèrent de trouver preneurs. Et le bâtiment taille aussi bien dans ses ingénieurs que dans ses ouvriers. Le chômage ne cesse de progresser, y compris chez les diplômés. L'économie grise, évaluée à 30% du PIB, ne suffit plus à en contenir les ravages. Les immigrés – légaux ou illégaux – ont été renvoyés à leur errance, la mendicité, la fouille des poubelles et les files d'attente devant Médecins du Monde. Dans les salles bondées de l'ONG, il y a aussi *« 30% de Grecs désormais »*, dit son président, Nikitas Kanakis, qui parle de *« crise humanitaire »*.

Tout le monde en prend pour son grade. Salariés du privé, travailleurs indépendants (35% de la population active, contre 15% dans l'UE), commerçants, mais aussi architectes, dentistes, avocats... Tous assistent impuissants à la lente érosion de leur niveau de vie. *« La crise s'introduit insidieusement dans chacune de nos maisons,* dit cette jeune anesthésiste à l'hôpital public. *Je gagne aujourd'hui 2 200 euros net, soit 40% de moins qu'il y a six mois. »* Alors que chacun doit continuer à rembourser ses crédits, et que le prix de la vie n'a pas baissé.

EN CHIFFRES

Dette publique: 350 milliards d'euros (160% du PIB).
Déficit public: 14,69 milliards au premier semestre 2011, contre 16,6 prévus sur l'ensemble de l'année.
Dépenses publiques: 53% du PIB en 2009 (objectif: 44% en 2015).
Croissance: -4,2% en 2010, -6% (voire pire) en 2011.
Recettes fiscales: Rapportées au PIB, elles sont 4 à 5% inférieures à la moyenne européenne.
Fraude fiscale estimée: 15 milliards d'euros.
Chômage: Augmentation de 11 à 16% de la population active en un an. Il touche 43% des jeunes.

Du coup, un nombre croissant de jeunes diplômés songent à partir: *« C'est quelque part dans un coin de ma tête »*, dit Dimitri, un avocat athénien qui envisage de refaire sa vie en Allemagne. Le jeune architecte Charis, lui, lorgne sur le Canada... L'Australie vient d'adresser aux Grecs la liste des professions qui manquent de bras.

Premiers visés par les mesures d'austérité, les fonctionnaires ont vu leurs 13e et 14e mois disparaître, en même temps que des primes. En Grèce, rares sont les familles qui ne comptent pas un employé de l'Etat. Ils sont un peu plus d'un million pour 11 millions d'habitants. Le clientélisme des partis successifs au pouvoir a fait le lit de ce qu'ils dénoncent aujourd'hui: une administration pléthorique, accusée d'être à la fois corrompue et paperassière. C'est le médecin qui réclame un bakchich au malade pressé d'avoir un rendez-vous. C'est l'inspecteur des impôts qui ouvre son tiroir pour passer l'éponge...

Même s'il semble hésiter, Papandréou prépare le terrain pour une réduction des effectifs de la fonction publique. Et bientôt une harmonisation à la baisse des rémunérations: chaque ministère était jusqu'ici libre de fixer les salaires de son administration. Avec leurs syndicats surpuissants, ceux des Finances tiennent la dragée haute à leurs collègues. Ils vont devoir déchanter.

Mais cela ne risque-t-il pas d'être contreproductif? *« Le gouvernement a mis la charrue avant les bœufs »*, remarque Stefanos Manos, peu susceptible pourtant d'empathie à l'égard de la *« paresseuse et inefficace »* fonction publique de son pays. Ancien ministre des Finances de droite, et libéral entre tous, il estime à 400 000 le nombre des fonctionnaires qui devraient être remerciés. Mais, fin politique, il n'aurait, lui, pas annoncé du sang et des larmes aux agents des impôts, au moment où on attend d'eux un coup de collier pour faire rentrer l'argent de la fraude fiscale *(voir encadré)*.

Et faire payer les Grecs ne va pas de soi. George Bakagiannis, qui tient un magasin d'informatique, a dû licencier six de ses treize salariés. Mais il est aussi l'un des plus fidèles partisans du mouvement Den Plirono (« On ne paie pas »). Avec ses camarades – des groupes informels, qui se constituent au gré des actions – il a bloqué les péages d'autoroutes transférées au privé ●●●

AKFREDO D'AMATO-PANOS-REA

La chasse aux signes extérieurs de richesse est ouverte

Haro sur les fraudeurs

Quartier touristique de Plaka, 21 heures, c'est l'affluence. Deux hommes en uniforme étirent un mètre, le long des tables alignées sur le trottoir, avant de les compter une à une. *« C'est Papandréou qui cherche des sous »*, note le serveur. Renseignements pris, il confond les agents du fisc de l'Etat avec ceux de la municipalité. Qu'importe. Partout, les fonctionnaires des impôts sont censés faire des *« descentes »* pour vérifier qu'avec son addition, le client ait bien un reçu. La chasse à la fraude fiscale, évaluée à 15 milliards d'euros, est ouverte.

En fin de semaine dernière, le ministère publiait sur son site la liste des 6000 entreprises qui lui doivent plus de 150000 euros. Dans le lot, des clubs de foot, de basket et surtout la société de chemins de fer, dont on voit mal comment elle va pouvoir s'acquitter de ces dettes, étant elle-même dans la panade. Qu'à cela ne tienne: la communication fait aussi partie du jeu.

Le gouvernement promet de faire de même avec les particuliers, dès que l'équivalent de la Cnil lui en donnera le feu vert. Selon un récent rapport du Sénat, 55% des ménages ne paient pas d'impôt! Soit parce qu'ils sont réellement trop pauvres. Soit qu'ils minimisent leurs revenus. Chacun en Grèce connaît désormais l'histoire de ce médecin libéral qui déclarait 7000 euros de revenus par an, en ayant pignon sur rue dans l'un des quartiers les plus chics de la ville. D'où la chasse aux signes extérieurs de richesse: piscines, yachts, voitures, personnels de maison, taille des appartements... Le gouvernement laisse courir les rumeurs sur les moyens qu'il compte employer pour détecter les fâcheuses distorsions. *« Ils repèrent les piscines sur Google Earth »*, dit un Athénien. Un autre: *« Ils passent en hélicoptère. J'ai vu des gens recouvrir leur bassin avec ce tissu vert qu'on utilise pour se protéger du soleil. »*

Le service des impôts est aussi dans le collimateur. Une réforme est envisagée avec, entre autres mesures, celle de moins exposer au contact direct collecteurs et payeurs. C'est dire. L'évasion fiscale à l'étranger est un autre des combats à mener. Pas le plus simple: 35 milliards d'euros auraient quitté le territoire en 2010.

N. P.

●●● *« parce que les Grecs n'ont pas à repayer un bien construit avec leurs impôts »*. Il applaudit aux *« descentes »* du mouvement dans les hôpitaux pour inciter les patients à se soustraire au versement des 5 euros, désormais imposé à chaque consultation. Nombre d'adeptes de Den Plirono se retrouvent chaque soir sur la place Syntagma avec les « indignés » : *« Ce n'est pas à nous de rembourser les spéculateurs,* martèlent-ils. *Pas question de payer la dette* [350 milliards d'euros, NDLR], *pas question de payer les taxes. »*

Et ces dernières se multiplient. Dimanche, Georges Papandréou a annoncé un nouvel impôt foncier, qui, en l'absence de cadastre fiable, sera collecté via les factures d'électricité! Il suit l'augmentation de la vignette, une contribution supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu et, depuis le 1er septembre, le passage de la TVA de 13 à 23%, dans les cafés-restaurants notamment... *« Augmenter les taxes en cette conjoncture très déprimée, c'est une erreur »*, dit Yannis Stournaras, directeur général de la Fondation pour la Recherche économique et industrielle (IOBE). Comme l'est aussi, selon lui, le coup d'arrêt aux investissements publics. *« Mais le gouvernement est tellement sous pression... »*

C'est dans l'urgence aussi qu'il s'attaque aux corporatismes. Impossible aujourd'hui de louer un camion pour transporter ses meubles sans le recours à un déménageur professionnel. Pas question de refaire son carrelage sans passer par un architecte... Le gouvernement s'est engagé à libéraliser une centaine de professions. Les taxis, qui s'échangeaient les licences au marché noir entre 100 000 et 200 000 euros selon les sources, ont ainsi appris qu'elles ne vaudraient bientôt plus que 10 000 euros, histoire d'ouvrir plus largement l'accès au métier. Résultat, les voitures jaunes sont de toutes les manifestations. Médecins, routiers, professeurs... Les grèves se succèdent contre les diktats européens. Même si les partisans d'une sortie de l'euro restent, à ce jour, très minoritaires.

Les partenaires européens de la Grèce l'attendent aussi sur les privatisations promises. La liste est faite. Mais est-ce bien le moment de vendre? *« C'est important de passer à l'action »*, dit Gikas Hardouvelis. Même si, selon lui, il n'est pas dans l'intérêt des créditeurs de la Grèce de la pousser à le faire dans la précipitation. Héritage de l'Empire ottoman, l'Etat possède un gros patrimoine foncier. *« Céder des terrains est tout de même plus facile que de s'attaquer aux fonctionnaires. Je ne comprends pas ce que le gouvernement attend »*, s'interroge Yannis Stournaras, chaud partisan d'une vente de terrains publics. Une manière aussi, selon lui, de relancer l'activité si on y encourage le développement d'infrastructures touristiques.

Déjà installés dans une partie du Pirée, les Chinois étaient là, la semaine dernière, pour voir où planter leurs éoliennes. Mais, dans les manifestations, la perspective de voir les étrangers faire *« main basse »* sur la Grèce stimule l'ardeur anti-européenne. *« Et qui nous garantit que cela se fera proprement? »* Les Grecs doutent de la volonté gouvernementale de punir la corruption au plus haut niveau. La défiance est ici le premier obstacle au changement. Ainsi que le sentiment d'être partie prenante d'un problème qui les dépasse. D'ailleurs, insiste Stournaras, *« la Grèce ne s'en sortira pas sans une politique commune européenne de la dette »*. Mais là encore, tout dépend de l'Allemagne.

NICOLE PÉNICAUT

Manifestation contre l'austérité à Thessalonique, le 10 septembre

C. MORELLI-DARIA BONERA-COSMOS/SAKIS MITROLIDIS-AFP